

Vers une insurrection Queer.

Buenos Aires, printemps 2011, vingtième marche des fiertés. De nouvelles composantes dans la mobilisation. Des images péronistes dans tous les sens. L'avenue de Mai est décorée avec les drapeaux de la diversité par le gouvernement. Des refrains pro-État : « Nestor, Nestor, Nestor corazón, tu as avec toi les pédés pour la libération ». Un nouveau slogan : « Nos droits : identité de genre et reconnaissance immédiate de nos enfants ». La fierté homo était étatisée.

Certain.e.s d'entre nous qui y étaient se mirent en colère, certain.e.s se résignèrent, d'autres encore laissèrent échapper quelques larmes à voir qu'à partir de maintenant, nous en faisons partie. Les analyses sur notre droit à la normalité ne se sont pas faites de manière homogène. Clairement, le secteur majoritaire se réjouissait quand d'autres virent la nécessité d'expérimenter autre chose.

Ce texte fait partie de ce secteur minoritaire qui se propose de penser les changements apparus dans les mouvements LGBTTI, bien plus pour essayer de retrouver les possibles d'une revendication révolutionnaire que pour faire l'analyse historique du mouvement. Être homosexuel, est-ce nécessairement être révolutionnaire ? Pour les trotskistes des années '60, il était clair que non. Cependant, même si les rues de Buenos Aires se sont couvertes de l'image d'un dirigeant hétéro-patriarcal, nous croyons qu'il existe des points de vue qui font le pari d'une autre hypothèse.

La persécution sans relâche des gays, lesbiennes et travestis par les régimes hétéro-patriarcaux est interrompue dans les années 1970 par des sociétés en révoltes, qui remettent en question cette violence. L'attaque par la police en 1969 d'un bar gay dans le centre ville de New York, plus connu comme le Stonewall, fut le déclencheur de violentes émeutes qui durèrent plusieurs nuits et renforça le début d'organisation. Apparut alors aux États-Unis le GLF (Gay Liberation Front). Celles et ceux qui jusqu'ici ne s'appellent pas encore LGTTBI commencent à s'organiser dans plusieurs pays occidentaux. Le FHAR apparaît en France en 1971, et le FUORI en Italie en 1972. 1968 et ses révoltes pré-révolutionnaires furent les déclencheurs de toute une décennie de changements sociétaux profonds, dont la sphère de la militance politique classique ne fut pas épargnée.

¹Nous parlons de mouvements homosexuels au vu de leur propre dénomination à leurs débuts. Le terme de LGBTTI n'est apparu que dans les années '90 après de nombreuses critiques au concept de « communauté gay » dans lequel de nombreuses personnes ne se sentaient pas représentées.

Le fait de questionner les inégalités, dans un domaine pas nécessairement économique, ne reçoit pas un bon accueil parmi les militants de cette époque. Les années 1970 représentent l'apogée des idéologies. Les maoïstes, trotskistes et consorts, malgré leur engagement révolutionnaire, restent enfermés dans une lecture économiciste : la lutte des classes comme unique expectative face au monde. Ils oublient que ce dualisme – opposition entre les bourgeois et les prolétaires – est une opération classique du capitalisme, théorisée par Marx, où les dominants inventent les règles du jeu et le langage qui les accompagne. Les partis gauchistes rejettent leurs membres qui se revendiquent homosexuel.le.s sous prétexte qu'ils renforceraient un vice petit-bourgeois. De la même manière que le fait le système capitaliste, ces groupes établissent une délimitation très forte entre la sphère publique et la sphère privée. Si l'hétérosexualité évolue dans le champ du public, l'homosexualité ne peut pas sortir de la sphère privée. La tradition révolutionnaire fait de même. Avec son apparition, l'intervention homosexuelle revêt la caractéristique de faire intervenir le privé dans le public ; en se réunissant, en s'organisant, en sortant dans la rue.

Jusqu'alors, l'État français considère légalement l'homosexualité comme une plaie sociale et toute personne suspectée d'actes homosexuels risque entre six mois et trois années de prison. Les années '70 permettent l'irruption sur la scène politique classique de nouvelles subjectivités qui revendiquent la politisation du privé. Apparaît et s'organise alors ce que l'on pourrait appeler « la nouvelle politique des marges » : les mouvements féministes (luttés pour l'avortement et contre le patriarcat), les mouvements afros-américains (lutte pour les droits civils) et, entre autres, les premiers mouvements homosexuels. Ces mouvements ont un caractère politique indéfini, dans le sens où jusqu'alors, ils étaient inexistantes. Ils se déploient, « vierges » de tout passé politique, et sans charge historique qui puisse les figer sur un plan idéologique. Cette non-histoire les situe donc dans les marges de la topographie politique classique. Le désir homosexuel devient posture politique et ne peut se penser en dehors d'un cadre révolutionnaire. Dans un monde militant extrêmement rigide, l'affirmation du désir, et encore plus du désir homosexuel entendu comme critique du système capitaliste et des groupes gauchistes, est une manière de questionner et de faire exploser les normes en vigueur. Guy Hocquenghem, auteur du livre « Le désir homosexuel », propose le concept de . « Dans le combat homosexuel, il ne s'agit plus d'une justification ou d'une apologie, ou encore d'une tentative de meilleure intégration de l'homosexualité au sein de la société. Ce dont on parle ici est seulement la façon dont les mouvements récents, liés au « gauchisme » et qui se proclament homosexuels, ont modifié ou bouleversé le rapport communément admis entre désir et politique ». Il est donc nécessaire de faire dériver l'exigence révolutionnaire en politisant le désir. Hocquenghem expose que « ce n'est pas seulement d'un nouveau modèle révolutionnaire dont il est question, mais d'une remise en question des contenus attachés traditionnellement au terme de révolution ».

Le bonheur et le mariage ne vont plus désormais de paire. Peut-être que certain.e.s d'entre nous devrions fêter cela. Même si nous doutons quelque peu de le fêter pour les mêmes raisons. Comment ce fait-il que le mariage se soit priorisé dans les luttes

LGBTTI ? Il y a deux points que nous souhaitons analyser et que nous supposons être liés, mais que nous séparerons analytiquement. D'un côté le désir comme axe de la consommation et de l'autre, le désir comme axe de l'État. Nous pensons qu'ils sont liés, parce que nous croyons que l'État n'est pas délié de la forme que prend le capitalisme. Nous devons penser comment s'organise la société de contrôle. Une société dont la base est de moduler le désir, de le rendre productif : un désir de consommation. Ça n'a plus d'importance que nous soyons confinés à une institution qui enferme, ce qui importe c'est que nous soyons repérables d'une manière ou d'une autre et que nous ayons envie de faire partie de cette société. Avoir envie d'en faire partie implique que nous soyons sous surveillance continue et que nous communiquions de façon permanente. L'État tout comme le marché se chargent de cela. Dans cette nouvelle organisation de la société, les revendications LGBTTI sont désormais incluses.

Après l'effervescence des années '70 et l'apparition dans les marges de nouvelles revendications comme celles du désir, les décennies des années '80 et '90 réussissent à réintégrer le désir dans la sphère du privé. Le capitalisme a cette caractéristique fondamentale de normaliser la critique. Au lieu de la combattre, il la fait sienne. Il l'intègre et par cette voie, étend son contrôle. Les premiers mouvements homosexuels dans les années '70 revendiquaient le désir comme public, ce qui impliquait une posture révolutionnaire de la part de ces groupes. Au vu de l'impossibilité de l'affronter, le capitalisme dut faire du désir un outil propre et chercher à le remettre dans la sphère du privé. On peut analyser cette décennie comme une déterritorialisation du désir avec son irruption dans le public et son affrontement avec « le vieil ordre social ». Après la défaite historique des gauches dans les années '80 et la reconfiguration du système capitaliste, on peut voir un mouvement de réclusion du désir, qui se dirige vers une nouvelle territorialisation. Une nouvelle territorialisation qui normalise tout d'abord le désir dans la sphère privée et lui donne ensuite, un cadre étatique.

Ainsi, dans la société de consommation – et avec l'apparition du néolibéralisme – le désir devient désormais l'une des bases de la logique mercantile. À cette même époque, apparaît la publicité comme moyen massif de développement de la consommation. Si le fait est que les sociétés n'étaient pas disposées à permettre à l'homosexualité d'exister, le capitalisme, fort d'avoir pu réintégrer le désir dans la sphère du privé pouvait le modifier, lui retirer sa position émancipatrice pour le formater comme pur objet de consommation. Le désir homosexuel pouvait être toléré, dans la mesure où la communauté LGBTTI devenait un nouveau marché aux ressources considérables avec ses propres logiques et besoins. Apparaissent et se développent alors les lieux et destinations « gay friendly ». La consommation se renforce et s'établit dans tous les aspects de la vie.

L'État, après des années de lutte de part des différents mouvements LGBTTI, finit par reconnaître la diversité sexuelle. Il devient par là un moyen de satisfaction des désirs tout en s'affirmant dans le même temps comme celui qui les contrôle. Quand une revendication réussit à se faire accepter par l'État, on peut suggérer que celui-ci n'avait pas d'autres choix que de reconnaître la demande formulée, sa légitimité pouvant, dans le cas contraire, être mise en doute. Dit d'une autre manière, l'État a trouvé la forme de

normaliser le mouvement sans perdre une once de son contrôle. De cette manière il accepte que le désir LGBTTI apparaisse dans la sphère publico-étatique. Il élargit la famille au mariage égalitaire, renforçant ainsi le système économique et s'assurant que la propriété privée trouve des descendants sans se focaliser sur qui construit la famille. Fabriquer des familles garantit l'héritage et ainsi, la propriété. L'État nous nomme, nous identifie et nous fait plus capitalistes. Le désir LGBTTI est légitimé, obtenant comme toute lutte pour l'appartenance, la reconnaissance universelle : nous avons tout.e.s les mêmes droits.

Nous ne pouvons pas nier les côtés positifs d'être reconnus par l'État, encore plus si on prend en compte que cette reconnaissance suppose un sentiment de réussite pour tout un secteur des mouvements sociaux. Dans tous les cas, on peut transmettre la sensation qu'en luttant, on peut générer des changements. Clairement pas n'importe quels changements, mais pour le moins ceux qui permettent à des secteurs marginalisés de devenir une population socialement intégrée. Judith Butler, en s'intéressant au débat sur le mariage égalitaire dans son ouvrage « Défaire le genre » soutient que « la légitimation est à double tranchant : il est crucial, politiquement de revendiquer l'intelligibilité et la reconnaissabilité, mais il est tout aussi crucial, politiquement, de maintenir une relation critique et transformatrice aux normes qui décident de ce qui sera considéré ou non comme une forme d'alliance et de parenté intelligible et reconnaissable. Ce dernier point implique en outre d'établir une relation critique au désir de légitimation lui-même. Il est de même essentiel, d'une part, d'interroger le présupposé qui affirme que l'État fournit de telles normes et, d'autre part, de penser de façon critique les transformations récentes de l'État ainsi que le processus qui l'a amené à être le lieu où s'articule un fantasme qui tend à nier les avancées de ces dernières années ou même à revenir sur elles. »

Miracle ! Nous pouvons enfin constituer des familles, nous pouvons disposer d'un héritage, nous pouvons avoir des enfants, et bien entendu, consommer jusqu'à ne plus en pouvoir. Acheter tout ce qui est dédié aux familles gay-friendly, tout comme à celles, plus traditionnelles. L'important, c'est qu'il y ait quelque chose que tu désires. La question qu'il faut donc nous poser, est de savoir comment nous pouvons aujourd'hui sortir de cette logique.

Comment réussir à ne pas être coopté par la logique étatique ? Est-ce qu'il reste quelque chose en dehors de cette cooptation ? Existe-t-il quelque chose d'autre que le gay-friendly ? Nous pensons que les mouvements LGBTTI ont traversé différentes époques. Une première période de déterritorialisation dans laquelle le désir est pensé comme quelque chose de public quand il était jusqu'alors circonscrit au privé. Nos élections sexuelles sont tout autant publiques que celles des hétérosexuels à partir du moment où elles sont politiques. Face à cela, le système réussit à imposer une nouvelle

territorialisation : très bien, elles seront publiques, mais selon nos critères. Pas d'orgies, pas d'amour libre, rien qui ne puisse amener à penser le désir en dehors des structures familiales. À partir de maintenant vous serez des familles. Que faire face au désir de reconnaissance ? Il ne nous reste plus qu'à nous radicaliser de nouveau, récupérer cette disposition subjective révolutionnaire des années '70. Mais cette disposition implique de nombreux changements, sachant que beaucoup d'eau a coulé sous les ponts.

Une nouvelle déterritorialisation. Beatriz Preciado souligne la nécessité d'une alliance des mauvais sujets de la gauche en regroupant la majorité des féministes, gays, lesbiennes, transexuels et transgenre radicaux qui ont été expulsé-e-s de la gauche dont le corps idéal est viril, travailleur et reproducteur. Elle considère que la lutte est collective et qu'une redéfinition du sexe et de la sexualité passera par des accords collectifs. Il y a aussi la revendication d'un corps qui, d'une certaine manière, dépasse les impératifs normatifs des lois nationales. Ce corps se perçoit comme migrant, transfuge et n'a pas pour le moment ce que l'on peut appeler une identité, dans le sens administratif du terme. C'est à dire, un corps des-identifié.

Certaines nouvelles théories (même si en réalité pas si nouvelles que ça à certains endroits) pensent qu'il est nécessaire de requestionner l'idée de genre. Tant que nous continuons à reconnaître et à lutter sous l'étendard de catégories patriarcales, nous n'habiterons pas de positions radicales. Il nous faut penser des catégories qui sortent de la dichotomie légitime-illégitime, construisant du politique à partir des marges.

Se méfier du désir. Du désir basé sur un ensemble de normes et d'accord sociaux, c'est à dire du plaisir et du désir qui se structurent à l'intérieur d'un réseau de relations sociales dominantes. René Schérer avance l'idée que la finalité du désir est d'intervenir par la marge, mais précise que le véritable centre se trouve dans celle-ci ou qu'il n'existe pas de centre dans l'absolu. L'apparition de la bourgeoisie et du prolétariat est un phénomène dans . L'enjeu de leur lutte, peut en ce cas, se présenter aussi bien comme l'appropriation, par l'une ou l'autre classe, de . Si la bourgeoisie engendre la révolution prolétarienne, c'est aussi elle qui définit l'ensemble du cadre où se déroule ce combat. Il s'agit donc pour nous de chercher à sortir du cadre de la civilisation et, comme le note Guy Hocquenghem, de définir des mouvements qui apparaissent comme fondamentalement anti-civilisés. Il complète cette idée en écrivant que « le mouvement homosexuel est sauvage en ce qu'il n'est pas le signifiant de ce quelque chose d'autre que serait une nouvelle "organisation sociale", une nouvelle étape de l'humanité civilisée, mais la faille de ce que Fourier appelle "le système de la fausseté des amours civilisés". »

Alors, comment désertier ce qu'analyse Fourier ? Comment sortir des catégories dominantes du désir et du plaisir ? Une piste pourrait être de penser une nouvelle organisation des plaisirs. Si nous pensons que le corps, et de fait ses plaisirs, sont régis par une chape hétérosexuelle, nous voulons aller vers des pratiques sexuelles qui n'apparaissent pas immédiatement cohérentes dans le lexique disponible de la légitimation. Cela ne signifie pas seulement habiter de nouveaux espaces d'énonciation, mais bien inventer une nouvelle topographie, une autre manière de penser et de jouer avec le corps, en fuyant la civilisation.

Wittig reprend l'idée que le corps n'est pas établi, mais qu'il est construit. Cette construction cherche à catégoriser, à partir d'une hiérarchisation sexuelle du corps, un système de différenciation sexuelle. Le fait que le pénis, le vagin, les seins etc. soient dénommés comme des parties sexuelles, implique d'abord une délimitation du corps

érogène à ces parties tout comme il fragmente le corps dans son ensemble. L'hétérosexualité se maintiendra intacte tant qu'on n'interrogera pas le corps hétérosexuel. Pour Wittig, un des moyen pour rompre avec le corps hétérosexuel est d'arrêter de s'identifier sous la dénomination de femme, catégorie hétéro-centrée et de se penser comme lesbienne, en créant ainsi de nouveaux ordres culturels. Les lesbiennes ne sont pas des femmes. C'est à dire qu'être lesbienne n'implique pas d'être une femme qui est avec d'autres femmes. L'effort est justement de rompre avec la binarité homosexuel-hétérosexuel et chercher à aller plus loin, en désexualisant le corps. Pour Wittig, les catégories sexuelles ont permis la domination de l'homme hétérosexuel sur le reste de l'humanité, et du coup, c'est cette opération qu'il faut questionner. Son véritable effort est d'effacer les repères sexualisés du corps.

Butler reprend cette idée en proposant en plus, de penser comment sont cartographiés nos corps. Cela, pour qu'ils ne puissent être identifiés par la société car c'est bien ce qui lui permet d'imposer un discours culturel comme naturel. Là où elle se démarque de Wittig, c'est qu'elle pense qu'il est impossible de reconstruire un corps lesbien à la marge d'une hétérosexualité qu'elle veut subvertir. Pour Butler il est nécessaire de multiplier les catégories qui sont assimilées comme dépréciatives à l'identité homosexuelle : gouines, queer, putes. Le travestisme pour Butler dispose d'une valeur extraordinaire, étant donné qu'il réussit à jouer avec l'idée de performance et de genre, de sexe et de genre. Dans le fait d'imiter un genre, le travestisme révèle implicitement sa structure imitative, tout comme sa contingence. Résister à la matrice hétérosexuelle implique de jouer avec celle-ci, de la parodier. Butler ne dit cependant pas ici que parodier le genre est en soi subversif, tout comme elle se demande s'il existe quelque chose de subversif en soi.

Qu'est qu'être queer alors ? Peut-on imaginer quelque chose qui définisse le queer ? Ne serait-ce pas une nouvelle fois se piéger dans un borborygme identitaire ? Au cours des interminables discussions où apparaissaient ces questions génératrices de débats avec celles et ceux qui s'asseyaient à notre table, est apparu un fanzine de la maison d'édition *Les Éditions du Cerf*, dont le titre était « Petite histoire de la résistance féministe/queer radicale, des années '60 à nos jours ». C'est avec une certaine excitation que nous avons commencé à le lire... « La potentialité des luttes queer est dans sa capacité à agréger différents sujets marginaux et à les unir, peut-être seulement de manière temporelle, dans les luttes contre le pouvoir "normalisateur" qui, dans ses différentes formes d'expressions, cherche à réguler notre sexualité, nous exploiter comme force de travail, nous imposer un mode de vie capitaliste, nous marginaliser en fonction de notre sexe, race ou de notre grade d'inconfort pour le système. Notre politique doit se distancier de celles et ceux, qui avec l'excuse de l'oppression, cherchent des opportunités pour s'intégrer dans les institutions dominantes et les relations sociales normatives telle le mariage. Notre lutte doit être orientée vers la destruction de ces institutions, vers le rejet des normes culturelles qui décident quelles sont les identités et sexualités acceptables et normales (c'est à dire fonctionnelle à l'ordre social) en faveur d'une stratégie politique qui poursuive l'auto-détermination et la liberté d'expression de chaque personne par son expérience unique. » On a ensuite découvert, dans ce même fanzine, le lien vers de nombreux groupes queer, vers lesquels nous nous sommes tournés, pour voir comment ils alliaient la pratique d'une organisation collective avec ce qui se proclamerait venir du monde queer. La présentation du groupe « Gay Shame » commence ainsi : « Gay Shame est un virus dans le système. Nous nous dédions à une pratique queer bizarre qui nous amène à l'action directe, à des niveaux fatigués de la théâtralité. Nous ne nous enfermons pas dans l'identité gay commerciale qui rejette les liens entre la lutte queer et celle contre le pouvoir. Nous

voulons un nouvel activisme queer qui se préoccupe principalement de la race, de la classe sociale, du genre et de la sexualité pour s'opposer aux valeurs auto-référentielles du consumérisme gay et d'une gauche toujours plus hypocrite. Nous nous engageons à combattre le monstre horrible de l'assimilationisme avec une mobilisation dévastatrice de la grandeur queer. Gay Shame est une célébration de la résistance : toutes et tous sont les bienvenus.e.s. ».

Il faudra donc que nous jouions avec tout ce qui dérange la normalité. C'est à dire que, ce qui dérange dans nos actes, ce que nous devons infliger au système hétéro-capitaliste, c'est ce qui jusqu'à présent ne peut pas se territorialiser et qui par conséquent, ne se contrôle pas. Mmm... à voir... on essaye cela ?!